

①
let Transm GS Lille
le 15/10/08



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA COHESION SOCIALE
POLE ENVIRONNEMENT/BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
DAECS/PE/BIC-LL-n° 2008-221

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Commune d'ECQUES

Société CHIMIREC - NOREC

ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Officier de la Légion d' Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l' Environnement ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'activité des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 juillet 2007 portant nomination de M. Rémi CARON en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 avril 2004 délivré à la société CHIMIREC - NOREC sise Z.A.L de Mussent – 62129 ECQUES ;

VU le rapport et les propositions en date du 24 juin 2008 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa réunion du 11 septembre 2008, à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire le 16 septembre 2008 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas formulé, dans le délai réglementaire, d'observations sur ce projet ;

CONSIDERANT qu'il est donc nécessaire:

- d'acter les modifications et de modifier les prescriptions applicables au site,
- d'acter que dans le cas de regroupement de déchets dont la provenance initiale n'est plus identifiable, la société est dispensée d'annexe II du formulaire CERFA n° 12571*01 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08-10-365 du 7 octobre 2008 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé est remplacé par :

La S.A.S CHIMIREC NOREC, dont le siège social est situé à ECQUES (62129) - Z.A.L. de Mussent, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un centre de transit (stockage ou regroupement) et prétraitement de déchets industriels sis à la même adresse, sur les parcelles référencées au cadastre sous les numéros 230, 232 et 233.

La superficie totale du site est de 7 000 m².

ARTICLE 2 :

L'article 1.1 est abrogé est remplacé par :

L'établissement comprendra les installations suivantes :

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques	Rubrique de classement	*AS - A D ou NC
Installation d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères – station de transit	Quantité totale max.: - D.I.D : 10 000 t/an : • piles : 300 t/an • batteries : 2 500 t/an • bidons et fûts : 2 000 t/an • filtres : 2 000 t/an • acides : 500 t/an • bases : 500 t/an • chiffons souillés : 1 000 t/an - D.T.Q.D : 100 t/an - huiles usagées et L.R.U : 7 000 t/an	167- a)	A
Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains – station de transit à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710.	Transit de déchets non fermentescibles et prétriés provenant de déchetteries Quantité totale max. : 4 700 t/an : - piles : 200 t/an - batteries : 1 000 t/an - huiles : 2 000 t/an - filtres : 1 000 t/an - DMD : 500 t/an	322 – A)	A
Installation d'élimination de déchets provenant d'installations nucléaires de base, à l'exception des installations mentionnées aux rubriques 322, 1711 et 1720 et des installations nucléaires de base – station de transit.	Stockage de filtres, etc. Stockage maxi : 4,5 m ³ Capacité annuelle : 100 t/an	2799	A
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables – stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 – représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	Capacité équivalente : 37 m ³ – solvants (cat C) : 1 cuve enterrée compartimentée de 30 m ³ – eaux souillée : 1 cuve enterrée compartimentée de 30 m ³ – huiles (cat D) : 8 cuves aériennes de 65 m ³	1432-2-b 1430	D
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Installation de chargement/déchargement des huiles et	1434-1-b	D

- installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coef. 1) étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h.	solvants Débit maximum équivalent : 15 m ³ /h - solvants (cat C) : 60 m ³ /h - huiles (cat D) : 40 m ³ /h		
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels- La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	Broyeur pour fûts plastiques et métalliques Puissance inférieure à 200 kW	2515-2	D
Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut. Le volume étant inférieur à 200 m ³	Cellule de stockage de 20 m ³	2711	NC
Dépôts de papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant inférieure à 50 tonnes.	Stockage maximum : 20 t/an	329	NC
Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables – installation de simple mélange à froid – quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est inférieure à 5 tonnes	Chargement/déchargement d'huiles et solvants Quantité totale équivalente : 2,64 tonnes	1433-A	NC
Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides non inflammables ou non toxiques, la puissance absorbée étant inférieure 50 kW.	Compresseur à air d'une puissance absorbée inférieure à 50 kW	2920-2	NC

* AS : installations soumises à autorisation susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique,

A : installations soumises à autorisation,

D : installations soumises à déclaration,

NC : installations non classées.

ARTICLE 3 :

L'article 2.9.2 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

La liste des déchets admis sur le site figure en annexe au présent arrêté.

Les déchets mentionnés sur ce document sont codifiés selon la nomenclature des déchets définie par l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 :

L'article 4.2. de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Les seules activités autorisées dans l'établissement sont le transit (stockage ou regroupement) et le prétraitement de déchets industriels et d'huiles usagées.

Le stockage correspond aux opérations suivantes :

- stockages en vrac, dans des cellules dédiées,
- (1) stockages en fûts sans transvasement ni reconditionnement,
- (2) transvasement en cuve ou en citerne d'un même déchet d'un même producteur sans mélange,

Le regroupement concerne :

- les huiles usagées,
- les solvants,
- le liquide de refroidissement,
- les eaux souillées,
- la phase pâteuse des solvants,
- les filtres à huiles,
- les néons, batteries et DEEE.

Pour ces déchets et conformément à l'article 3 de l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 pour ces déchets, l'exploitant est dispensé de l'annexe 2 du bordereau de suivi de déchets.

Les types de prétraitement réalisés dans le centre sont :

- pour les déchets liquides : séparation de phases de solvants,
- pour les déchets solides : pressage de contenants vides et préalablement nettoyés et broyage des emballages métalliques et plastiques.

ARTICLE 5 :

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Les principales installations du centre sont :

- Un hall de transit équipé de deux issues de secours (portes battantes) comprenant :
 - 1 quai de déchargement donnant sur les deux accès,
 - Une zone de tri de 40 m²
 - Une balance pour le pesage des fûts,
 - Un laboratoire de 28 m² équipé de sanitaires, aménagé et équipé pour réaliser les tests et analyses sur les déchets entrants et sortants.
 - 7 cellules de stockage :
 - 1 cellule de stockage de produits acides de 20 m².
La capacité de stockage est de 500 t/an avec un stockage maximum de 20 tonnes.
 - 1 cellule de filtres à huile de 16 m².
La capacité de stockage est de 3 000 t/an avec un stockage maximum de 50 tonnes.
 - 1 cellule de produits basiques de 20 m².
La capacité de stockage est de 500 t/an avec un stockage maximum de 20 tonnes.
 - 1 cellule DTQD (Déchets Toxiques en Quantités Dispersées) de 16 m².
La capacité de stockage est de 100 t/an avec un stockage maximum de 15 tonnes.
- 1 cellule de produits neutres et d'emballages souillés de 40 m² (déchets divers et boues).
La capacité de stockage est de 1 000 t/an avec un stockage maximum de 30 tonnes.
 - 1 cellule aérosols/néons et pots catalytiques de 16 m².
La capacité de stockage est de 200 t/an avec un stockage maximum de 10 tonnes.
 - 1 cellule piles/batteries de 40 m².
La capacité de stockage est de 4 000 t/an avec un stockage maximum de 50 tonnes.
Dans cette cellule 20 m³ sont consacrés aux déchets de type DEEE.
- Un broyeur pour le broyage des fûts métalliques vides et préalablement nettoyés.
- 1 cellule de fûts de produits inflammables de 78 m².
La capacité de stockage est de 3 000 t/an avec un stockage maximum de 80 tonnes.

- une presse pour les fûts métalliques vides et préalablement nettoyés.
- 1 aire de prétraitement avec séparation de phases composée de :
 - 1 cuve enterrée double paroi, de capacité unitaire 30 m³, compartimentées (2 x 15 m³) pour recevoir la phase liquide des solvants.
La capacité de stockage est d'environ 2 750 m³/an avec un stockage maximum de 30 m³.
- 1 cuve pour les eaux souillées,
- une aire de regroupement dans laquelle sont stockées les phases pâteuses des solvants dans des bacs de 1 m³.
- une partie couverte de 90 m² contenant 2 bennes de 30 m³ de stockage de filtres à huiles
- Sur le parking extérieur 7 bennes bâchées et hermétiques de 30 m³ :
 - 1 benne de DIB ;
 - 6 bennes pour les conditionnements souillées broyés ou non.
- Une aire couverte pour le lavage des contenants.
- une aire de stockage de contenants nettoyés et une aire de stockage de contenants neufs.
- un stockage d'huiles usagées dans un bâtiment : 8 cuves de capacité unitaire 65 m³ dont 5 cuves d'huiles usagées (noires et claires), 1 pour les liquides de refroidissement et 2 cuves d'eaux souillées.
La capacité de stockage est de 8 500 m³/an avec un stockage maximum de 520 m³.
- une aire de manœuvre et de circulation des véhicules
- des locaux administratifs comportant 2 bureaux (un bureau dans le bâtiment de stockage des huiles et 1 bureau dans le hall de transit, à côté du laboratoire).
- des locaux sociaux comprenant des vestiaires, des douches et des sanitaires : les locaux sociaux destinés aux hommes sont implantés dans le hall de transit ; les locaux sociaux destinés aux femmes sont situés dans le bâtiment de stockage des huiles.
 - un parking voitures,
 - un parking poids lourds,
 - Un bassin tampon d'une capacité de 45 m³,
 - Un bassin de sécurité incendie d'une capacité de 120 m³,
 - Un bassin de confinement d'un volume de 360 m³.

ARTICLE 6 :

L'article 12.2. de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Sans préjudice de limitations plus strictes en fonction de la surface disponible du centre, tout stockage de plus de 355 fûts est interdit.

Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.

La durée de stockage des fûts ne doit pas dépasser 90 jours.

Les fûts souillés en attente de pressage ou de nettoyage sont stockés sur l'aire de prétraitement.

L'aire de prétraitement est étanche, mise en rétention et couverte.

ARTICLE 7 :

L'article 13.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Les déchets liquides nécessitant un prétraitement sont les solvants sur lesquels une séparation de phase doit être réalisée.

Après ouverture des fûts, la partie liquide est regroupée dans 1 cuve enterrée de 30 m³ ; la partie pâteuse est conditionnée dans des bacs de 1 m³.

ARTICLE 8 :

L'article 13.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Les déchets solides nécessitant un prétraitement sont les fûts métalliques et plastiques vides. Ceux-ci sont nettoyés puis pressés sur la presse à fûts installée dans le hall.

ARTICLE 9 :

L'article 13.3 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Le stockage en fûts est limité à une capacité de 355 fûts.

La quantité de déchets stockés en fûts et en attente de prétraitement ne peut excéder 20 fois la capacité journalière de prétraitement.

La durée de stockage des fûts ne doit pas dépasser 90 jours.

L'empilement des fûts est limité à 3 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état, et à 2 hauteurs dans tous les autres cas. La stabilité mécanique des stockages doit être assurée.

Les dépôts sont conçus pour permettre un accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de fûts. A ce titre, les fûts peuvent être stockés par groupe de quatre palettes ou par rangée d'une hauteur de deux palettes.

Les autres contenants mobiles ne sont pas empilés avec les fûts.

L'exploitant débarrasse l'aire de stockage de tout contenant percé ou fuyard, dès sa détection.

Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.

Les fûts vides sont évacués au fur et à mesure et restent au maximum un mois sur le site. Leur destination est spécifiée et enregistrée. Ils sont stockés en nombre restreint dans l'aire de prétraitement. Cette aire de prétraitement est étanche, sous rétention et couverte.

Les fûts métalliques vides, préalablement nettoyés, sont pressés. Les galettes de fûts sont stockées avant leur évacuation.

ARTICLE 10 :

L'article 17 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Les analyses doivent tenir compte de l'origine du déchet, des renseignements fournis par l'industriel (nature physique et chimique), du type d'élimination (incinération, etc.) ou de prétraitement prévu, des contraintes à la manipulation et à la destruction.

Les échantillons sont pris soit par l'industriel, soit par un technicien du centre. Les échantillons doivent être aussi représentatifs que possible du déchet à détruire. Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

Les analyses d'identification, prévues à l'article 12.4 du présent arrêté, portent systématiquement sur les paramètres suivants :

- ❖ Pour les liquides destinés à l'incinération :
 - pH,
 - PCI,
 - Teneur en chlore,
 - Pourcentage de sédiments,
- ❖ Pour les acides et bases destinés à un traitement physico-chimique:
 - pH,
 - Cr⁶⁺.
- ❖ Pour les huiles destinées à un traitement physico-chimique :
 - Teneur en eau,
 - DCO après cassage,
 - Phénols,
 - pH,
 - Pour les boueux et pâteux destinés à l'incinération :

- PCI ,
- Teneur en chlore,
- Pourcentage de sédiments,

Elles pourront être complétées, autant que de besoin, par des analyses portant sur les paramètres suivants :

❖ Pour les liquides destinés à l'incinération:

- Pourcentage d'eau,
- Point d'éclair,
- Présence ou non d'alcalins,
- Produit réchauffable ou non,
- Teneur en métaux,
- Imbrûlés à 900 °C,
- Sous produits toxiques éventuellement engendrés.

❖ Pour les acides et bases destinés à un traitement physico-chimique:

- CN⁻,
- Organique ou non,
- Métaux lourds.

❖ Pour les huiles destinées à un traitement physico-chimique : sédiments

❖ Pour les boueux et pâteux destinés à l'incinération :

- Pourcentage en eau,
- Point d'éclair,
- Présence ou non d'alcalins,
- Viscosité,
- Produit réchauffable ou non,
- Teneur en métaux,
- Imbrûlés à 900 °C,
- Sous produits toxiques éventuellement engendrés.

❖ Pour les déchets envoyés en décharge :

- aspect physique (pelletable ou non)
- métaux lourds
- phénols
- hydrocarbures
- solvants
- pesticides
- DCO

Ces listes ne sont pas limitatives et peuvent être complétées en fonction des prescriptions imposées au producteur ou à l'éliminateur.

Ces analyses sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 11 :

L'article 18.1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

La conformité de la livraison est vérifiée par des tests simples et rapides (moins d'un quart d'heure). Ils reprennent une sur deux caractéristiques essentielles du déchet.

- Pour les déchets destinés à l'incinération : aspect physique - liquide pâteux, boueux, teneur en sédiments, viscosité
Test de brûlage en coupelle ou au fil
 - a) gamme de PCI
 - b) présence de chlore
 - c) estimation du pourcentage en eau au crépitement
 - d) couleur et aspect de la flamme
 - e) gamme de point d'éclair (< 21°C ou > 55 °C)
- Pour les déchets destinés à un traitement physico-chimique : pH, aspect physique, couleur, teneur en sédiments.
- Pour les déchets destinés à la mise en décharge : aspect physique, couleur de la récupération du jus et contrôle des teneurs en Cr⁶⁺ et phénols.
- Pour les huiles usagées : point d'éclair, teneur en chlore organique, quantité de produits disparaissant par chauffage à 180° C

ARTICLE 12 :

L'article 18.2.5 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Les installations de prétraitement doivent disposer d'un laboratoire où sera rassemblé l'ensemble des matériels d'analyses.

- Matériel de test : le matériel de test est identique à celui imposé aux installations de transit avec regroupement prévu à l'article 18.1.3 ci-dessus.
- Matériel d'analyse à demeure sur le centre :
 1. PH mètre,
 2. Spectromètre (type HACH) pour métaux, phénols, cyanure
 3. Calorimètre balistique ou adiabatique pour PCS, teneur en cendre
 4. Teneur en chlore :
 - Bombe
 - Calorimètre adiabatique
 - Détermination par potentiométrie
 5. DCO mètre,
 6. Matériel pour mesurer la teneur en sédiments
 7. Méthode Dean STARDK ou potentiomètre pour la mesure de la teneur en eau,
 8. Appareil type SETA FLASH pour la mesure du point d'éclair.

Des analyses plus spécifiques (hydrocarbures totaux, solvants, pesticides, etc.) nécessitant des matériels plus sophistiqués tels que chromatographe phase gazeuse ou spectrographe de masse, peuvent être sous-traitées à des laboratoires extérieurs.

ARTICLE 13 :

L'article 43 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau (et au plan) ci-après qui fixe(nt) les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Les horaires de fonctionnement du centre sont les suivants :

- du lundi au vendredi : de 6h00 à 20h00
- le samedi : de 7h00 à 13h00

Aucun équipement ne fonctionne en dehors de ces horaires.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
En limite de propriété	70	60

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (préciser la localisation de ces zones pour ledit établissement) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 db (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

ARTICLE 14 :

L'article 51.1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Les installations doivent respecter les dispositions de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

ARTICLE 15 :

L'article 53.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 est abrogé et remplacé par :

Les huiles usagées sont stockées et regroupées exclusivement dans 5 réservoirs aériens verticaux, d'une capacité maximale de 65 m³ dont 1 sont destinés à recevoir des huiles claires et 4 des huiles noires.

ARTICLE 16 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de 2 mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 17 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie d'ECQUES et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché à la Mairie d'ECQUES. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas de Calais.

ARTICLE 18: EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais, Mme la Sous Préfète de SAINT OMER, M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société CHIMIREC-NOREC et dont une copie sera transmise au Maire d'ECQUES .

Arras, le 14 OCT. 2008



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général par Intérim,

Stéphane BRUNOT

Copies destinées à :

- M. le Directeur de la Société CHIMIREC-NOREC
- Mme la Sous Préfète de SAINT OMER
- M. le Maire d'ECQUES
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées à DOUAI
- Dossier
- Chrono

